

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

Le Ministre

N°17- 13 /MFB/CAB

Moroni, le 30 OCT 2017

PROJET DE LOI DE FINANCES 2018

EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET.

LE MINISTRE,

Moroni, le 30 OCT 2017

N°17-13 /MFB/CAB

EXPOSE DES MOTIFS

(Loi des Finances 2018)

INTRODUCTION

Le présent projet de Loi de finances (PLF) 2018 s'inscrit dans un contexte économique prometteur qui se caractérise par le lancement des grands chantiers des projets du gouvernement et une redynamisation du secteur privé, des initiatives réunies au tour d'une vision commune de développement, visant une croissance accélérée et inclusive à moyen terme.

Celui-ci reprend l'ensemble des réformes et des mesures destinées à assurer la tenue des dépenses de l'Etat pour l'année 2018 et comprend un ensemble de mesures destiné à renforcer la mobilisation de ressources par l'Etat.

Ce projet de Loi de finances (PLF) comprend un volet fiscal organisé autour de la réglementation des niches fiscales, la mise en conformité avec les dispositions prévues par la Loi (Code général des Impôts, Code général des Douanes et Code des investissements). Il se veut être la traduction des priorités du Gouvernement, notamment en ce qui concerne le développement des infrastructures de soutien à la croissance.

En outre, il a été élaboré dans un contexte marqué par la révision de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D) dont les innovations majeures concernent essentiellement :

- Le changement de l'horizon temporel de l'émergence qui passe de 2040 à 2030 ;
- L'intégration du programme d'Investissements Quinquennal (PIQ) dans la SCA2D ;

- L'actualisation du profil de la pauvreté ;
- La priorisation des Objectifs de Développement Durable ;
- L'actualisation du spectre de la fragilité et la révision du cadrage macroéconomique.

1. CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

L'année 2017 est marquée par les efforts effectués par le Gouvernement pour résoudre la crise énergétique et améliorer la gestion des finances publiques en vue de favoriser la reprise de la croissance économique.

Ainsi, le scénario macroéconomique pour 2018 associé au présent projet de Loi de finances est maintenu par rapport au projet de Loi de Finances Rectificative 2017. La prévision de croissance du PIB s'établirait à 3,3 % en 2018 (contre 2,2 % précédemment dans la Loi de finances initiale 2017), soit un niveau supérieur à la croissance démographique qui se situe à 2,5% pour la même période. Les révisions concernent uniquement la composition de la croissance soutenue par une demande intérieure plus dynamique à l'inverse d'un environnement international moins porteur.

D'un point de vue budgétaire, la principale hausse est tirée de l'introduction de nouvelles dispositions pratiques de recouvrement des recettes fiscales (protocole d'accord de coopération entre l'AGID et la Douanes, prise en compte par la DGE des Grands contribuables localisés à Anjouan et Mohéli, élargissement de la collecte de la TC).

Par ailleurs, du point de vue macroéconomique, les grandes tendances d'amélioration de la croissance économique se confirment par la réhabilitation effective de nos infrastructures routières qui permettront une meilleure circulation des Biens et Services et à termes, un développement du tourisme et du secteur transport en général.

La relance du secteur énergétique sur l'ensemble du territoire national depuis le mois de février dernier, se traduit par des effets positifs, notamment en ce qui concerne:

- La productivité des micros et moyennes entreprises se traduisant par une amélioration de la croissance ;
- La consommation des ménages favorisée par un meilleur contrôle des prix (produits de première nécessité, pétrole, frais de transport, etc.) ;
- Les importations des biens d'investissements et de consommation intermédiaires en lien avec le redémarrage de l'activité et de la demande intérieure.

Par ailleurs, le lancement des chantiers de construction routière, des activités du deuxième opérateur téléphonique (Telco), constituent également une réelle source de croissance dont les effets sont multiples dans tous les secteurs.

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) a connu une reprise par le lancement de la politique des grands travaux (la construction des routes et de l'hôpital El Maarouf, la signature du projet de construction du nouvel aérogare de l'aéroport Prince Said Ibrahim, la construction du central fuel lourd ainsi que la reconstruction et la réhabilitation des CRDE, ancien CADER) qui a redonné confiance aux investisseurs (la privatisation de l'Hôtel

Itsandra, le projet de reprise de l'Hôtel Galawa) et ce malgré une exécution plus lente que prévue du Programme d'Investissements Publics.

En définitive, les perspectives 2018 sont établies à partir du cadrage macro-budgétaire 2007-2019 optique SCN93 (système comptable nationale de 1993). Elles posent les jalons de l'émergence à l'horizon 2030 en visant un objectif de croissance réaliste et progressif de plus de 6,5% par année, le renforcement de la bonne gouvernance et le civisme fiscal.

2. ORIENTATIONS DE LA LOI DE FINANCES 2018

L'économie comorienne est dominée par un secteur informel qui ne favorise pas le développement économique en général et particulièrement la gestion des finances publiques, avec un faible taux de pression fiscale (9% du PIB) par rapport au SCN93. Cette situation est pleinement mesurée par le Gouvernement qui prévoit de maîtriser le sous-secteur en se dotant d'une stratégie cohérente en ce sens.

De fait, ce projet de Loi s'articule autour des axes prioritaires suivants :

- Le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures en corrigeant les processus de collectes afin de créer les conditions d'une croissance économique forte et équilibrée susceptible de résorber les déficits ;
- La sécurisation des recettes publiques issues des diverses régies, en systématisant le versement dans le CUT à travers l'ouverture de guichets spéciaux à la Trésorerie Générale des Comores ;
- Le renforcement de la stratégie de gestion des finances publiques par la mise en place d'un comité de pilotage et de suivi de la gestion budgétaire ;
- La poursuite des réformes des finances publiques engagées dans le cadre des négociations du nouveau programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) ;
- L'amélioration des conditions de travail des administrations ;
- L'examen rigoureux du Plan d'Investissements Publics par une sélection et un tri des projets en liens avec les priorités du Gouvernement ;
- Le maintien de l'appui financier et technique à la MAMWE et la reprise du projet du fuel lourd ;
- La reprise du chantier de construction des infrastructures routières et hospitalières.

3. SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES POUR 2018

Les autorités ont décidé de poursuivre une politique volontariste par une forte mobilisation des ressources tout en réduisant dans le même temps certaines dépenses jugées onéreuses au vue des priorités et augmenter les investissements.

La Loi de finances 2018 se veut un complément de la dynamique et des efforts mise en place dans le cadre de la loi de finances rectificative 2017.

La mise en place du comité de suivi budgétaire vient renforcer les dispositions de mobilisation de ressources domestiques et de maîtrise des dépenses. Ces modalités pratiques en appui à l'AGID, au Trésor et à la Douane permettront en outre d'atteindre les objectifs budgétaires et sans accumuler d'arriérés.

i. AGID

La feuille de route établie met l'accent sur la nécessité de renforcer le suivi des principaux contribuables de manière systématique. Cela se traduira par la mise à jour de la base de données des grands impôts et de la base imposable, en rapport avec les données collectées auprès des banques, du registre de commerces et le renforcement de la coopération avec la douane.

Par conséquent, les services concernés s'attèleront à l'établissement d'un fichier unique pour les taxes et impôts suivants :

- Taxes sur la consommation (TC) ;
- Taxes sur les Rémunérations extérieures (TRE) ;
- Taxes sur les Salaires (TS) ;
- Vignette
- Licence Transporteur
- Licence de pêche
- Redevances
- Taxes sur le mobile (inclues dans la TC)
- Taxes sur les Contrats d'assurances
- Impôts sur les revenus fonciers
- Pavillon des bateaux de plaisance
- Patente d'exploitation

Afin d'observer la même orthodoxie sur l'ensemble du territoire, il convient aussi de réaliser une carte de repérage et d'identification des contribuables dans les grandes villes et dans les régions. Ainsi, les mesures seront appliquées dans les Communes en s'appuyant sur des sous-centres qui seront érigés au sein des Directions Régionales des Impôts. Pour ce

faire, les séances de sensibilisations avec les Maires et les autorités compétentes (AGID, Budget, Min. Intérieur etc.) seront reprises pour l'année 2018.

De par le nouveau système intégré d'échange entre les différentes structures de revenus (AGID, Trésor, Douane et DRI), les services concernés sont plus occupés dans les études visant à procéder au reclassement strict des contribuables relevant de la TPU à la DPME ou à la DGE.

Parmi les principales mesures génératrices de recettes prévues dans la présente Loi de finances il y a celles qui consiste à s'assurer que les entreprises publiques, paient effectivement tous les impôts qui leurs sont dus conformément à la Loi (IS, taxes sur les terminaisons d'appels téléphoniques internationaux, etc...).

ii. Douane

Pour améliorer l'assiette fiscale douanière, la Direction Générale des Douanes présente des mesures suivantes :

- Consolidation des acquis des bonnes pratiques mises en place en 2017 ;
- Renforcement du cadre de concertation avec les opérateurs économiques ;
- L'opérationnalisation du protocole d'accord de coopération entre l'AGID et la Douane ;
- Mise en place des statistiques miroirs pour un meilleur contrôle des valeurs en douane.

4. PRÉVISIONS 2018

Le projet de Loi de Finances 2018 fait état de la conjoncture macroéconomique légèrement favorable.

L'intégration des données liées à ces événements fait ressortir les grandes masses du Budget qui se présentent comme suit :

i. Recettes

- Les recettes internes passent de 64 360 millions en 2017 à 66 516 millions de FC en 2018, soit une augmentation de 2 156 millions (3,35%) par rapport à la LdFr 2017 ;
- Les ressources externes (dons, projets et aides budgétaires) passent quant à elles, de 48 221 millions à 42 862 millions de FC soit une diminution de 5 359 millions de FC (11,11%) par rapport à la LdFr 2017.

ii. Dépenses

Les dépenses courantes passent de 65 086 millions en 2017 à 65 923 millions de FC en 2018 marquant une augmentation de 837 millions de FC (1,27%) par rapport à la LdFr 2017. Cette situation est due à l'augmentation des dépenses de fonctionnement (Biens et Services et Transferts) par la création de nouveaux services et Agences sollicitant une subvention ainsi que la budgétisation des Hôpitaux tels que Bambao Mtsanga et Samba Kouni.

L'évolution des dépenses et des recettes fait apparaître ainsi un solde primaire excédentaire de 593 Millions (soit une hausse de 0,10% du PIB) et un solde global déficitaire de 10 596 Millions fc (soit 1,82 % du PIB).

Le tableau des équilibres budgétaires de la présente Loi des finances se présente comme suit :

Tableau des équilibres budgétaires en 2018

Ressources et Charges	Réalisation 2016	LdFR 2017	LdFI 2018	Ecart	%du PIB 2018 LdFI
Recettes et Dons	75 717	112 581	109 378	-3 203	18,75
Recettes Internes	50 918	64 360	66 516	2 156	11,40
Fiscales	41 508	51 735	51 648	-87	8,85
Dont : Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Plus-values	13 739	13 815	15 367	1 552	2,63
Dont : Impôts sur les Biens et Services	4 816	7 817	8 999	1 182	1,54
Dont : Impôts sur le Commerce International	6 906	11 357	9 515	-1 842	1,63
Dont : Droits d'accises	16 048	18 746	17 767	-979	3,05
Non- fiscales	9 410	12 625	14 868	2 243	2,55
<i>Recettes Propres (PM)</i>	1 772	2 973	2 638	-335	0,45
Recettes externes (Dons)	24 799	48 221	42 862	-5 359	7,35
<i>dont: Aides budgétaires</i>	135	1 500	1 500	0	0,26
<i>Dons Gouvernement Etranger</i>		7 380	0	-7 380	0,00
Projets (y compris fonct.et assist.tech.)	24 664	39 341	41 362	2 021	7,09
Assistance PPTE Intérimaire	0	0	0	0	0,00
Dépenses courantes	46 155	65 086	65 923	837	11,30
Dépenses courantes primaires	46 155	64 270	65 717	1 447	11,26
Traitements et salaires	26 163	25 930	27 384	1 454	4,69
Biens et services	9 493	10 872	13 243	2 371	2,27
Transferts	8 170	9 049	11 145	2 096	1,91
Investissement sur fin. resrces propres	2 328	18 419	13 945	-4 474	2,39
Intérêts de la dette		816	205	-611	0,04
Solde primaire	4 762	-726	593	1 319	0,10
				0	0,00
Dépenses en capital	25 365	52 397	54 051	1 654	9,27
Maintenance projets (fin. extérieur)		1 289	2 917	1 628	0,50

Assistance technique (fin. extérieur)		2 126	4 084	1 958	0,70
Inv Financées sur ressources extérieures	24 664	39 341	34 361	-4 980	5,89
Financées sur fonds de contrepartie		0	0	0	0,00
Dette publique	701	1 141	2 529	1 388	0,43
Exterieur	514	641	2 029	1 388	0,35
Interieur	187	500	500	0	0,09
Prêts	32	8 500	10 160	1 660	1,74
Solde global (base ordonnancement)	4 196	-4 902	-10 596	-5 694	-1,82
PIB	274 541	555 197	583 384	28 187	100

En définitive, le projet de Loi de finances 2018 (PLF) veut consolider la relance des secteurs porteurs de croissance et susceptibles de redynamiser l'économie du pays, en vue de répondre à la demande sociale.

Sur le plan institutionnel, ce budget réaffirme la volonté du chef de l'État, Président de l'Union des Comores, de renforcer la collaboration avec les entités insulaires, d'aboutir à une économie équilibrée sur la base d'une production interne soutenue et de poser les bases pour un pays émergent à l'horizon 2030.

Tel est l'objet de ce projet de Loi de finances 2018.



SAID ALI SAID CHAYHANE